

# **M É M O I R E**

Présenté par

**L'INSTITUT GÉNÉALOGIQUE DROUIN**  
(Jean-Pierre-Yves Pepin)

**À LA COMMISSION BOUCHARD-TAYLOR**

**SUR LES ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES**

Longueuil

Septembre 2007

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
Présentation de l'Institut généalogique Drouin .....	4
L'immigration et la recherche généalogique au Québec.....	5
L'état civil et l'immigration.....	8
Conclusion et recommandations .....	12
Annexe A : Nombre approximatif d'actes faisant partie des registres paroissiaux du Québec de la Collection Drouin .....	14
Annexe B : Informations généalogiques statistiques obtenus à partir des ouvrages généalogiques de l'Institut généalogique Drouin .....	15
Annexe C : Informations généalogiques statistiques concernant les patronymes commençant par la lettre « X » tirées de l'Annuaire des citoyens du .....	16
Annexe D : Le Code de déontologie du généalogiste (FQSG) .....	17

## INTRODUCTION

L'institution par le gouvernement du Québec de la Commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables donne l'occasion aux citoyens de présenter leur point de vue sur les moyens d'intégration qu'ils souhaitent à l'égard des immigrants et partant, sur le genre de société qu'ils veulent bâtir avec ceux-ci.

Le visage de l'immigration a bien changé au Québec depuis les vingt ou trente dernières années.

En effet, le Québec a toujours été une terre d'immigration. Après la période française (1608-1760), la société québécoise a connu l'arrivée massive d'immigrants de d'autres souches. Songeons à cet égard à l'immigration anglaise, galloise, écossaise et irlandaise (1760-1900), acadienne, après le Grand Dérangement (1760-1775), allemande avec les Brunswickers (1775-1780). Progressivement au 19<sup>e</sup> siècle, le Québec s'est ouvert à une immigration ouest-européenne, puis avec les lois Sifton, il a reçu des représentants des communautés d'Europe de l'Est et du Proche-Orient, tandis que dans l'Ouest canadien, des japonais et des chinois venaient travailler à la construction du chemin de fer. On se rappelle des mesures discriminatoires auxquelles ces communautés asiatiques étaient soumises (quota, emprisonnement des japonais lors de la dernière guerre mondiale, etc.).

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'immigration provient de nombreux pays. Dans une première phase, ce sont des européens fuyant les difficultés de l'immédiate après-guerre puis progressivement ceux-ci ont été remplacés par des immigrants ou réfugiés fuyant des conditions économiques ou politiques difficiles et provenant essentiellement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale et du sud.

L'implantation d'une politique de multiculturalisme par le gouvernement canadien, l'arrivée des moyens électroniques a bouleversé le concept même d'immigration et

d'intégration en ce sens que l'immigrant qui arrive aujourd'hui demeure en contact étroit avec sa famille et sa société d'origine, peut y retourner facilement, peut implanter sa culture ici même en faisant venir les objets ou des mets représentatifs ou capter la radio ou la télévision de son pays, communiquer par téléphone ou Internet.

De plus, alors que les Québécois après 1960 désiraient transformer leur société fondée sur la religion en une société laïque, des communautés islamiques vivaient une radicalisation de leur religion. Ainsi, alors que traditionnellement l'immigrant s'intégrait à la société canadienne ou québécoise en partageant les valeurs et les comportements, nous avons assisté ces dernières années à l'apparition de phénomènes nouveaux tels le port du voile ou de la burka, du kirpan, plus généralement à l'expression publique des différences. Ceux-ci étant protégés par les chartes canadienne et québécoise des droits, il était inévitable qu'ils viennent en confrontation directe avec les valeurs de la majorité qui, après s'être débarrassée de la tutelle religieuse, aspire à une société laïque. Ceci étant dit, il faut également retenir que les religions chrétiennes et leurs symboles, malgré la laïcité, ont intégré la culture et aujourd'hui en font intimement partie. À titre d'exemple, dans la laïque République française, on célèbre encore le congé de la Toussaint ou de la Pentecôte. Au Québec, nous sommes attachés à des concepts comme les fêtes de Noël ou de Pâques et ses manifestations (arbre de Noël, etc.).

Bien que nous sommes conscients que ces fêtes d'origine religieuse ne représente rien à l'égard des immigrants ou des nouveaux québécois de religion différente, mais celles-ci sont intégrées dans les traditions et dans notre culture et nous constatons qu'il n'y a pas de consensus à l'effet qu'elles doivent en être évacuées.

C'est donc à la définition et à l'application d'arrangements raisonnables que convie votre commission pour faire en sorte que les droits des minorités soient respectés mais qu'en même temps, la majorité n'ait pas un sentiment d'aliénation par rapport à ses valeurs.

Dans les pages qui suivent, nous souhaitons traiter de ces questions sous l'angle de la recherche généalogique et vous présenter diverses recommandations qui, à notre sens, permettraient d'associer les nouveaux arrivants à notre culture généalogique.

## **PRÉSENTATION DE L'INSTITUT GÉNÉALOGIQUE DROUIN**

L'Institut généalogique Drouin fut fondé en 1899 par l'avocat et généalogiste Joseph Drouin. À la mort de celui-ci, c'est son fils Gabriel qui lui succède.

Gabriel Drouin réorganise l'Institut et lance, dans les années 40, une vaste opération de microfilmage des registres de l'état civil et de certains greffes de notaires afin, notamment, de les mettre à l'abri de toute destruction causée par d'éventuelles attaques de l'ennemi. Au décès de Gabriel Drouin en 1980, l'Institut généalogique Drouin a dressé plus de 18 000 généalogies familiales qui ont été vendues dans autant de familles québécoises.

La collection de microfilms, aujourd'hui connue sous le nom de Fonds Drouin, est constituée de 2 366 bobines de microfilms regroupant 3 600 000 images et 36 785 000 noms et couvre la période de 1621 à 1940 environ, dont vous trouverez en Annexe A un tableau explicite.

À partir de 1980, Claude Drouin, prend la relève pour finalement vendre les actifs à Jean-Pierre-Yves Pepin en 1997 qui perpétue l'œuvre de la famille Drouin. C'est ainsi que des copies du Fonds Drouin, soit sur microfilms, soit sur CD, soit en location sur internet, ont été vendues à différentes bibliothèques et sociétés de généalogie de façon à faciliter la recherche généalogique au Québec avec des matériaux de première main.

## LA RECHERCHE GÉNÉALOGIQUE AU QUÉBEC

De tout temps, la généalogie est une science qui a préoccupé de nombreuses civilisations. Sans développer davantage, indiquons simplement que les Évangiles selon Saint Luc et selon Saint Matthieu contiennent une généalogie de Jésus.

Ayant conservé l'ensemble de son patrimoine archivistique à l'exception de rares destructions suite à des incendies, le Québec constitue un paradis pour les généalogistes. De plus, l'homogénéité de sa société ainsi que le petit nombre de familles souches font en sorte que de tout temps la pratique de la généalogie était courante. Ainsi, au 19<sup>ième</sup> siècle, il n'était pas rare de rencontrer des individus qui pouvaient vous réciter leur généalogie jusqu'à leur premier ancêtre.

Dès 1871, Monseigneur Cyprien Tanguay a publié ses sept volumes du Dictionnaire généalogique des familles canadiennes-françaises qui couvrent toute la période du Régime français. Depuis, bien d'autres ouvrages ont été publiés et notamment, des répertoires de mariages qui couvrent l'ensemble du Québec. En 1943, la Société généalogique canadienne-française était fondée à Montréal et compte aujourd'hui 3 600 membres. Elle est suivie en 1961 par la Société de généalogie de Québec (1 800 membres). Les 57 sociétés de généalogie du Québec sont regroupées au sein de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, créée en 1982. On estime le nombre de généalogistes au Québec à 35 000 alors que 22 000 d'entre eux sont membres d'une ou de plusieurs sociétés de généalogie.

Du 23 au 28 juin 2008, la Fédération est l'hôtesse du XXVIII<sup>e</sup> Congrès international des sciences généalogiques et héraldiques. Ce sera la seconde fois seulement que ce congrès se tient hors du continent européen.

Avec le développement des moyens techniques modernes, la généalogie a beaucoup évolué de sorte que sur Internet, les sites généalogiques sont les deuxièmes plus consultés après les sites pornographiques.

Enfin, la généalogie est liée intimement aux valeurs familiales. Ainsi, elle est pratiquée et même enseignée dans notre système scolaire. Les sociétés de généalogie reçoivent fréquemment des groupes scolaires qui, dans le cadre d'une présentation généalogique, viennent pour que les enfants puissent dresser leur généalogie après avoir obtenu les renseignements de base requis à l'aide de la mémoire de leurs parents. Et comme nous comptons dans les classes de plus en plus d'enfants de québécois dont la famille est implantée ici après 1900, la recherche de leurs origines est plus compliquée et donne à ces enfants l'impression d'être laissés pour compte.

La recherche généalogique au Québec, à travers trois outils généalogiques, donne des statistiques révélatrices sur la famille québécoise et ses différents patronymes (Annexe B).

Au cumulatif, *Le Kardex*, pour la période avant 1991, présente 928 268 couples portant 72 754 patronymes différents.

*L'Annuaire des citoyens du Québec*, créé en 2003, contient 5 464 232 individus, avec légèrement plus de femmes que d'hommes et illustre l'explosion des patronymes avec 164 516. À ce propos, une étude statistique sur les patronymes commençant par la lettre « X » donne un aperçu de l'image nouvelle de la mosaïque de la société québécoise.

Quant à *L'Abécédaire généalogique Pepin*, actuellement en cours de recherche et de confection depuis plus de deux décennies, retrace 20 624 124 individus nés, mariés ou décédés au Québec depuis 1608 (sur une estimation totale de 36 000 000), répartis à peu près également d'hommes et de femmes. Toutefois, il semble impossible, pour le



moment, de connaître le nombre de couples et les différents patronymes, car la recherche devient plus complexe et l'accès aux sources d'information, de plus en plus contraignant.

De 1900 à 2007, la population québécoise s'est agrandie et a changé de couleur, sans jeux de mots. L'arrivée d'immigrants de partout, le retour d'un certain nombre de franco-américains, l'adoption internationale, les problèmes de religion et même de bigamie laisse une porte ouverte aux changements. Faudra-t-il penser maintenant à l'utilisation du code génétique de chaque individu pour l'identifier ? Sans aller jusque là, il nous semble que le temps est venu d'établir une carte d'identité publique et obligatoire pour les citoyens et citoyennes du Québec.

C'est donc à partir de ce problème réel que nous entendons vous livrer nos suggestions et propositions de façon à permettre aux immigrants depuis 1900 de faire davantage partie de la famille québécoise.

## L'ÉTAT CIVIL ET L'IMMIGRATION

De tout temps, faire le lien généalogique entre l'immigrant et les actes de l'état civil de son lieu d'origine ainsi que ses ascendants, a toujours constitué un défi important pour les généalogistes.

C'est ainsi que par exemple, depuis quelques années et avec des recherches concertées, les généalogistes découvrent de plus en plus les actes de naissance des immigrants à l'époque du Régime français ou de leurs parents. C'est avec ces matériaux que s'est constitué le Fichier Origine de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie et actuellement disponible sur Internet. Ce fichier contient de l'information sur les lieux d'origine, dates de naissances de l'immigrant ou noms de leurs parents et dates de leurs mariages d'environ 4 000 pionniers venus en Nouvelle-France.

Sous le Régime anglais, la recherche est plus difficile, car les registres d'état civil protestants n'indiquent pas le nom des parents. Toutefois, en regroupant les informations avec d'autres sources (exemple : les recensements, contrats notariés ou autres), il devient, dans certaines régions, facile de faire ces liens. Ainsi, l'Écosse a mis sur Internet une base de données contenant la mention de tous les actes d'état civil jusqu'en 1865. Plus récemment, Bibliothèque et Archives du Canada annonçait une entente intervenue avec les Mormons pour indexer les listes de passagers arrivés dans les ports canadiens depuis 1852. Une fois mis sur Internet, ce site sera l'équivalent canadien du site américain *Ellis Island*, immense base de données de tous les arrivants au port de New-York.

Jusqu'en 1994, année de la mise en vigueur du *Code civil du Québec*, l'accès aux registres de l'état civil était libre et sans contrainte.

Le Nouveau Code civil laïcisait l'état civil québécois et créait la fonction de Directeur de l'état civil. Ce dernier, en application de l'article 150 du Code et s'inspirant

d'une mesure française, a interdit l'accès de l'état civil à la consultation pour les cent (100) dernières années. Ce faisant, il bloquait de façon importante la recherche généalogique, car pour faire les liens, la mémoire familiale ne remonte pas nécessairement à plus de cent (100) ans.

Selon l'avis des généalogistes, le Directeur de l'état civil a manqué à son devoir imposé par l'article 150 du Code civil qui indique qui doit déterminer les modalités de consultation et non pas en interdire l'accès. Néanmoins, les généalogistes ont su contourner la difficulté par divers moyens. En premier lieu, les répertoires de mariages publiés pour beaucoup avant 1994, donnant la liste des mariages d'à peu près toutes les paroisses du Québec.

De plus, depuis 1994, de nombreux généalogistes ou sociétés de généalogie ont obtenu l'autorisation des curés afin de pouvoir consulter la copie religieuse de l'état civil. Quant à lui, le Fonds Drouin offrait copie, sur microfilm, sur CD ou en location sur internet, des registres de l'état civil jusque dans les années 1940 et même dans certains cas, jusqu'en 1967 qui sont facilement consultables dans les principales bibliothèques du Québec. L'Institut généalogique Drouin continue la numérisation des registres pour la partie contemporaine. Déjà plus d'une centaine de paroisses sont faites jusqu'en 2001, 2004 ou 2007, selon le cas. Mais, il manque toujours en grande partie, la connaissance de la partie immigrante.

Enfin, la Société de généalogie de Québec a obtenu une copie du Registre de la population tenu par le ministère de la Santé et l'offre, après remaniement et indexation, à la consultation publique pour les mariages et les décès à compter de 1926 jusqu'à 1998. Pour ne pas être en reste, Bibliothèque et Archives nationales du Québec offre dans ses locaux de recherche à Montréal l'accès gratuit au Fonds Drouin, et ce, nonobstant leur titre de dépositaire des registres d'état civil du Directeur de l'état civil qui en interdit la consultation pour les cent (100) dernières années et au mépris des droits du soussignés sur le Fonds Drouin. Un litige est pendant à cet égard.

C'est donc une revendication traditionnelle des généalogistes auprès du Directeur de l'état civil d'exiger la réouverture, à des conditions à être négociées, des registres de l'état civil pour les cent (100) dernières années.

Récemment, la position rigide du Directeur de l'état civil s'est fait rejoindre par une réforme majeure de l'accès aux registres en France. Ainsi, dans ce pays, il est désormais possible d'avoir accès aux registres de décès jusqu'à il y a 25 ans et aux registres de mariages, sauf pour les cinquante (50) dernières années. Devant nos pressions, le Directeur de l'état civil a annoncé une consultation publique pour l'automne visant à réviser cette norme de cent (100) ans.

Mentionnons en outre, que les généalogistes membres des sociétés de généalogie, qui sont elles-mêmes membres de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, adhèrent à un code de déontologie (Annexe D), visant à maintenir des standards élevés de recherche et de diffusion de l'information généalogique.

Cet exposé vise à vous expliquer le fondement de notre principale revendication à l'égard de cette Commission, à savoir que nous recommandons que le Directeur de l'état civil tienne un registre contenant une copie de tous les actes d'état civil concernant chaque immigrant. Plus particulièrement, ce registre contiendrait une copie de l'acte de naissance et, s'il y a lieu, de l'acte de mariage de l'immigrant. De plus, si l'immigrant est accompagné d'un conjoint et de ses enfants, le registre contiendrait également les actes de naissance de ceux-ci.

Évidemment, en corollaire, nous souhaitons que ce registre devienne accessible à la recherche généalogique. À l'heure actuelle, toutes les informations personnelles concernant les immigrants sont tenues confidentielles.

Sans nier la nécessité de conserver confidentiels certains types d'informations, nous estimons que l'immigrant doit être traité sur le même pied que tous les québécois

à l'égard de son état civil. De plus, même si les généalogistes n'avaient pas gain de cause dans leur demande d'accès à l'état civil pour les actes de naissance pour les cent (100) dernières années, il n'en demeure pas moins qu'au terme de cette période, le registre proposé serait extrêmement utile pour aider les généalogistes du futur à faire les liens généalogiques nécessaires entre les générations.

Enfin, nous recommandons également que les noms et lieux d'origine des immigrants soient publiés annuellement par le ministère concerné. Non seulement cette information serait utile sur le plan généalogique, mais sur le strict plan de l'identification publique des individus au même titre que les citoyens québécois, serait important.

## CONCLUSION

Avec l'arrivée de 45 000 immigrants par année, il nous apparaît important de véritablement les intégrer dans la culture généalogique des québécois.

C'est pourquoi, nous formulons à cette Commission cinq (5) recommandations principales :

- a) La levée de l'interdiction de consultation des registres de l'état civil québécois pour les cent (100) dernières années;
- b) La constitution d'un registre public auprès du Directeur de l'état civil contenant les actes d'état civil des immigrants et notamment actes de naissance et de mariage de ceux-ci, ainsi que, s'il est accompagné d'un conjoint et de ses enfants, les actes de naissance de ceux-ci;
- c) Que le ministère de l'Immigration publie chaque année la liste des immigrants reçus au Québec avec leur lieu d'origine.
- d) La création d'une carte obligatoire et publique de citoyen pour l'ensemble des Québécois.
- e) Que le registre ainsi créé auprès du Directeur de l'état civil, la liste des immigrants du ministère et même l'information apparaissant sur les cartes de citoyens soient publics et accessibles aux généalogistes québécois.

Nous croyons qu'avec ces mesures, les immigrants pourront véritablement, sur le plan généalogique, faire partie de la grande famille québécoise et permettre, notamment à leurs descendants, un accès facile à la recherche généalogique.

**Jean-Pierre-Yves Pepin**  
faisant affaires sous le nom de  
**Institut généalogique Drouin**

## ANNEXE A

**Nombre approximatif d'actes faisant partie des registres paroissiaux du Québec de la Collection Drouin :**

<b>Période</b>	<b>Mariages</b>	<b>Baptêmes</b>	<b>Inhumations</b>	<b>Total</b>	<b>Cumulatif</b>
1621-1799	70 000	410 000	215 000	695 000	695 000
noms :	380 000	1 230 000	540 000	2 150 000	2 150 000
1800-1824	60 000	345 000	170 000	575 000	1 270 000
noms :	330 000	1 035 000	425 000	1790 000	3 942 500
1825-1849	110 000	650 000	315 000	1 075 000	2 345 000
noms :	605 000	1 950 000	787 500	3 342 500	7 285 000
1850-1874	175 000	1 100 000	500 000	1 775 000	4 120 000
noms :	962 500	3 300 000	1 250 000	5 512 500	12 797 500
1875-1899	250 000	1 400 000	800 000	2 450 000	6 570 000
noms :	1 375 000	4 200 000	2 000 000	7 575 000	20 372 500
1900-1924	385 000	1 800 000	900 000	3 085 000	9 655 000
noms :	2 117 500	5 400 000	2 250 000	9 767 500	30 140 000
1925-1940	315 000	1 200 000	525 000	2 040 000	11 695 000
noms :	1 732 500	3 600 000	1 312 500	6 645 000	36 785 000
<b>Total des actes</b>	<b>1 365 000 mariages</b>	<b>6 905 000 baptêmes</b>	<b>3 425 000 inhumations</b>	<b>11 695 000 actes</b>	
<b>Total des noms</b>	<b>7 507 500</b>	<b>20 715 000</b>	<b>8 562 500</b>	<b>36 785 000 noms</b>	



## ANNEXE B

### INFORMATIONS GÉNÉALOGIQUES STATISTIQUES OBTENUS À PARTIR DES OUVRAGES GÉNÉALOGIQUES DE L'INSTITUT GÉNÉALOGIQUE DROUIN

..... Outils généalogiques .....

	1* Kardex	2* Annuaire des Citoyens du Québec (ACQ)	3* Abécédaire généalogique Pepin (ABCD)
période	avant 1991	<u>1894 / 2003</u>	orig. / 2007
Nbre d'individus	1,856,536	5,464,232	20,624,124
Hommes	928,268	2,647,200	10,408,584
Femmes	928,268	2,817,032	10,215,540
Couples	928,268	--- ? ---	--- ? ---
Patronymes (différents)	72,754	164,516	--- ? ---

1\* : Kardex produit par L'Institut généalogique Drouin en 1991.

2\* : produit par Jean-Pierre-Yves Pepin en 2003.

3\* : en cours de recherche par Jean-Pierre-Yves Pepin en 2007.

## ANNEXE C

### INFORMATIONS GÉNÉALOGIQUES STATISTIQUES CONCERNANT LES PATRONYMES COMMENCANT PAR LA LETTRE « X » TIRÉES DE L'ANNUAIRE DES CITOYENS DU QUÉBEC

2\* Annuaire des Citoyens du Québec  
(ACQ)

période	<u>1894 / 2003</u>		
Première lettre Du nom patronymique	« X »	Patronymes québécois	Patronymes étrangers
Nbre d'individus	<b>809</b>	<b>2</b>	<b>92</b>
Hommes	412		
Femmes	397		
Québécois de souche	<b>70/809</b>		
Immigrants	<b>739/809</b>		
Répartition des individus par lieux :			
		Individus (%)	Québécois (%)
Montréal		649 (80%)	49 (70%)
Laval		49 (7%)	3
Longueuil		29 (3%)	1
Québec		17 (2%)	1
Gatineau		8 (1%)	4
Autres villes (41)		57 (7%) (8)	12 (17%)
TOTAL :		809 (100%)	70 (100%)

2\* : produit par Jean-Pierre-Yves Pepin en 2003.

## **ANNEXE D**

### **LE CODE DE DÉONTOLOGIE DU GÉNÉALOGISTE (F.Q.S.G.)**

#### **1. L'entraide mutuelle**

1.1 Le généalogiste collabore de différentes façons avec ses pairs, avec la société de généalogie dont il est membre, et avec les autres organismes oeuvrant en généalogie ou dans des domaines connexes.

1.2 Le généalogiste partage le fruit de ses recherches en les publiant, ou en déposant une copie de son travail à la bibliothèque d'une société dont il est membre.

1.3 Le généalogiste fait connaître le sujet de ses recherches afin d'éviter la duplication de travaux semblables par plusieurs à l'insu l'un de l'autre.

1.4 En cas de désaccord avec les affirmations d'un collègue, le généalogiste respecte les règles de la courtoisie dans la communication privée ou publique de ses propres résultats.

#### **2. La probité intellectuelle**

2.1 Le généalogiste ne doit pas déformer, camoufler, minimiser ou exagérer sciemment la portée des informations recueillies dans le cadre de ses travaux, ni publier d'informations non vérifiées ou qu'il sait fausses.

2.2 Le généalogiste prend soin de ne pas véhiculer d'informations généalogiques erronées, en vérifiant les renseignements recueillis aux sources initiales (état civil, actes notariés, etc.) Avant de les diffuser ou, en cas d'impossibilité, en faisant mention de l'inaccessibilité de la source initiale ou en précisant pour le moins la source d'où il les a lui-même tirées.

2.3 Le généalogiste respecte les droits d'auteur et la propriété intellectuelle sur les travaux manuscrits, publiés ou autrement produits par autrui, en ne s'appropriant pas leur contenu sans l'autorisation de leur auteur, sauf dans les limites prévues dans la loi.

2.4 Le généalogiste rejette le plagiat et indique les sources d'informations consultées dans l'élaboration de son travail, prenant soin de bien identifier les extraits de texte d'un autre auteur et de mentionner, s'il y a lieu, la collaboration reçue de collègues ou de groupes de travail

#### **3. Le respect des lieux de recherche et des documents**

3.1 Le généalogiste respecte les consignes des autorités et les règlements établis dans les différents centres ou lieux de recherches qu'il fréquente.

3.2 Le généalogiste effectue ses travaux de recherches dans le respect des autres chercheurs qui l'entourent.

3.3 Le généalogiste traite avec le plus grand soin les instruments de travail et les documents mis à disposition, qu'ils soient livres, registres, fiches, manuscrits, plans, photos, microfilms, microfiches, ou données sur support informatique ; il redouble d'attention et de minutie lorsqu'il s'agit de pièces originales pour ne pas contribuer à leur dégradation.

3.4 Le généalogiste ne doit pas annoter ces instruments de recherche ou documents, ni apposer d'inscriptions manuscrites sur ceux-ci, même pour des motifs de correction, mais il est encouragé à signaler à leur détenteur les rectifications qu'il estime devoir y être apportées.

3.5 Le généalogiste ne doit pas s'approprier, subtiliser, endommager, ni mutiler les instruments de recherche ou documents mis à sa disposition.

#### **4. Le respect du droit à la vie privée**

4.1 Le généalogiste respecte la nature confidentielle de certaines informations recueillies sur la vie privée des citoyens, faisant preuve de discrétion et de discernement dans la communication, la publication et la diffusion de telles informations et obtenant, le cas échéant, l'autorisation des personnes concernées.

4.2 Le respect du droit à la vie privée étant reconnu par la loi, le généalogiste se renseigne sur la législation à cet effet.

4.3 À moins que les personnes visées n'y consentent ou qu'il s'agisse d'un fait de commune renommée qu'il lui incombe de faire valoir, le généalogiste ne divulgue pas la filiation biologique d'une personne adoptée légalement.

4.4 Le généalogiste respecte les engagements de discrétion pris lors de la communication d'informations confidentielles, et il répond d'éventuelles violations de tels engagements.

#### **5. L'intégrité dans la recherche rémunérée**

5.1 Le généalogiste qui effectue une recherche pour le bénéfice d'autrui moyennant rémunération convient à l'avance de la base de rémunération, de préférence par écrit.

5.2 En cas de difficultés à effectuer le travail, le généalogiste en informe le client, sollicite son consentement avant de poursuivre son travail et convient à l'avance des coûts supplémentaires.

5.3 Le généalogiste doit indiquer à son client, s'il y a lieu, les réserves que comporte son travail et lui fournir, sur demande, les preuves de véracité des allégations qu'il contient.

5.4 Agissant en toute intégrité, le généalogiste présente les faits de façon objective en respectant les règles précitées de discrétion et de confidentialité.

#### **6. La sanction**

6.1 Toute contravention au code de déontologie portée à l'attention de la société peut faire l'objet d'une sanction, mais seulement au terme d'une enquête au cours de laquelle le membre concerné a eu le droit de se faire entendre sur les allégations reprochées.

6.2 Pour être opposable à un membre de la société, le code de déontologie doit avoir été signé par lui. (Adopté le 20 mai 1995 par le Conseil d'administration de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie. Révisé au Conseil de généalogie du 15 octobre 2000.)